

# 1949 GOODBYE LÉNINE 1989

PAR JACQUES MARSEILLE\*

Jusque dans les années 80, la RDA était la vitrine du système communiste, son fer de lance économique. Le Mur tombé, le mythe s'est lui-même effondré.

L'effondrement du mur de Berlin dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989 est sans aucun doute l'un des événements les plus importants du xx<sup>e</sup> siècle. Marquant la défaite historique du socialisme léniniste en Europe, il précipite la chute de l'Union soviétique, la « patrie du communisme » en décembre 1991 et la fin du régime instauré par la révolution d'octobre 1917.

Il est aujourd'hui tentant et facile, une fois connue la fin de l'histoire, d'accumuler les pièces destinées à instruire le procès du socialisme et à prédire cette issue. Recul de la production, pénuries alimentaires, tensions inflationnistes, océans de

pauvreté, déséquilibres financiers : autant de maux qui auraient annoncé l'échec définitif de ce système économique. Au terme d'un combat d'un demi-siècle, le capitalisme aurait fini par triompher, sans avoir jamais craint pour sa suprématie.

Cette analyse a posteriori ne correspond toutefois pas à la réalité. Dans les années 80 encore, aux yeux de la plupart des observateurs, la RDA passait pour la démocratie populaire la mieux armée pour illustrer les succès du socialisme. Sous la conduite d'un parti communiste dynamique, et avec l'appui de l'Union soviétique, elle semblait pouvoir rivaliser avec l'Allemagne fédérale. En France, les manuels scolaires évoquaient la RDA comme une grande puissance mondiale, et comme la réussite d'un modèle. En 1976, Claude Gruson, un fervent chrétien qui avait été directeur général de l'Insee,

écrivait : « L'Europe est certainement menacée d'une crise profonde dans un délai de quelques années. [...] La seule issue sera peut-être dans un système inspiré des socialismes de l'Est : une Europe profondément troublée, désorganisée, trouverait son salut dans la mise en place d'un système simple et robuste, fondé sur un centralisme qui ne serait pas nécessairement stalinien, qui serait au contraire capable d'évolution dans le sens de la décentralisation et de la démocratie. »

A l'université, les manuels d'économie de Marie Lavigne, la meilleure spécialiste des économies socialistes, soulignaient en 1979 les deux atouts majeurs du socialisme : le fait que les instruments de la planification permettent « la satisfaction la plus complète possible des besoins matériels et culturels du peuple » et le fait que « la collectivisation des moyens de



**7 octobre 1949**  
La zone d'occupation soviétique devient un pays indépendant, la RDA (République démocratique allemande) en réaction à la proclamation le 23 mai de la RFA (République fédérale d'Allemagne).



**13 août 1961**  
Début de la construction du mur de Berlin.



**Décembre 1972**  
La RFA (Egon Bahr, à droite, secrétaire à la Chancellerie) et la RDA (Michael Kohl, secrétaire d'Etat) signent le traité fondamental de reconnaissance mutuelle.

production supprime le ressort économique de l'antagonisme entre les individus et réduise les inégalités ». En 1979, toujours, l'historien Fernand Braudel écrivait : « Aujourd'hui la mort, ou pour le moins des mutations en chaîne du capitalisme n'ont rien d'improbable. Elles sont sous nos yeux. En tout cas, il ne nous apparaît plus comme le dernier mot de l'évolution historique. » Le 1<sup>er</sup> septembre 1989, selon « Verbatim III », publié en 1995 par Jacques Attali, François Mitterrand déclarait à Margaret Thatcher : « Jamais Gorbatchev n'acceptera une Allemagne unie dans l'Otan. Et jamais les Américains n'accepteront que la RFA sorte de l'Alliance. Alors, ne nous inquiétons pas : disons que (la réunification) se fera quand les Allemands le décideront, mais en sachant que les deux grands nous en protégeront. »

#### Aveuglement sur les vices du système

Comment expliquer un tel aveuglement sur les vices d'un système dont l'effondrement fut aussi spectaculaire que l'utopie qu'il a générée ? Comment expliquer une telle admiration pour le modèle socialiste et un tel scepticisme à l'égard de l'économie de marché ?

Tout d'abord, le culte de l'industrie lourde et le mépris affiché pour tout ce qui

n'est pas « productif » ont contribué, à l'Ouest, à faire croire que performance rimait avec grandes unités et que l'industrie était seule capable de créer la richesse et de développer des emplois. « On ne crée absolument pas de croissance en vendant une police d'assurances ou un hamburger, au contraire de ce qui se passe quand on produit une automobile, un tube d'acier ou même un cure-dent », proclamait en 1984 le président d'American Motors. Mesurer les performances économiques à l'aune des industries chimiques ou sidérurgiques aboutissait ainsi à dresser un portrait flatteur des économies socialistes planifiées qui, dans ces branches, étaient loin d'être à la traîne. A en croire les statistiques publiées alors par l'OCDE, les économies socialistes progressaient à un tel rythme que le dépassement des Etats-Unis, annoncé par Nikita Khrouchtchev en 1960, était bien envisageable dans un délai rapproché.

Autre forme d'aveuglement, les similitudes de gouvernance dans les grandes entreprises dirigées par une technocratie de managers salariés faisaient croire à la convergence entre les deux économies et à la fin du pouvoir des actionnaires. En 1967, dans un livre qui inspira toute une génération d'économistes, « Le Nouvel

Etat industriel », John Kenneth Galbraith écrivait : « Sur tous les points essentiels, deux systèmes industriels ostensiblement différents entrent en convergence... Marx n'avait pas prévu cette convergence et pourtant on lui prête le pouvoir remarquable et même surnaturel de tout prévoir. La même mystique anime ceux qui soutiennent qu'un abîme infranchissable sépare le monde libre du monde communiste : ils ont la certitude que la libre entreprise, quelle que soit son évolution, ne pourra jamais avoir rien de commun avec le socialisme. Qu'on se dise bien que ces positions n'auront qu'un temps. Elles ne résisteront pas indéfiniment aux réalités. » Par bonheur, John Kenneth Galbraith ne s'attribuait pas le pouvoir de tout prévoir !

En quelques heures, toutes ces certitudes furent balayées. Si Gorbatchev avait choisi de ne pas faire appel à la force, c'est parce qu'il pensait qu'en leur restituant la possibilité de circuler librement, les Allemands de l'Est ne tenteraient pas l'exode. L'immense flux balaya cette illusion. Au professeur Rudolf von Thadden qui assistait à l'évènement, un garde-frontière impuissant murmura : « Aujourd'hui, on ne sait plus le plan prévu. » On ne pouvait mieux exprimer la force de l'inattendu. ■

\* Professeur à l'université Paris-I Sorbonne.



11 mars 1985

Mikhaïl Gorbatchev, nommé secrétaire général du parti communiste soviétique, lance la perestroïka (reconstruction) et la glasnot (transparence) pour mettre en œuvre les réformes conciliant communisme et démocratie.



2 mai 1989

La Hongrie ouvre ses frontières avec l'Autriche, ce qui provoque l'exode de nombreux Allemands de l'Est.



9 novembre 1989

Chute du mur de Berlin.